
ANNEXES

Tableaux de la comptabilité nationale

Chronologie

Lexique

1. Ressources et emplois en biens et services

	Évolutions en volume aux prix de l'année précédente, en %			2009		
	2007	2008	2009	Prix, évol. en %	Milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB
Produit intérieur brut (PIB)	2,4	0,2	-2,6	0,5	1 907,1	-2,6
Importations	5,6	0,6	-10,7	-5,2	476,6	-3,1
Total des emplois finals	3,1	0,3	-4,4	-0,7	2 383,8	-5,7
Consommation effective des ménages	2,4	0,9	0,9	-0,1	1 418,6	0,6
<i>dont : dépense de consommation</i>						
- des ménages	2,5	0,5	0,6	-0,6	1 084,6	0,4
- individualisable des administrations	1,6	2,1	2,0	1,2	305,8	0,3
Consommation effective des administrations publiques	1,2	0,9	4,2	1,4	164,0	0,3
Formation brute de capital fixe	6,0	0,5	-7,1	-0,6	392,1	-1,5
<i>dont : - des entreprises non financières</i>	8,1	2,4	-8,0	-0,3	204,3	-0,9
- des ménages	4,6	-2,7	-8,7	-1,7	106,6	-0,5
- des administrations publiques	4,4	-2,8	0,5	0,2	63,9	0,0
Variations de stocks (en contribution à la croissance)*	0,2	-0,3	-1,9	///	-30,5	-1,9
Exportations	2,5	-0,5	-12,4	-3,5	439,6	-3,3

*Y compris les acquisitions moins cessions d'objets de valeur.

Source : Insee, comptes nationaux - Base 2000.

2. Valeur ajoutée brute par branche

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente, en %			En milliards d'euros courants
	2007	2008	2009	2009
Agriculture, sylviculture, pêche	-1,0	2,8	3,4	30,0
Industries agricoles et alimentaires	1,4	-3,2	-6,8	25,7
Industries manufacturières hors IAA	1,7	-2,0	-12,1	156,5
<i>dont :</i>				
Industries des biens de consommation	1,5	-0,5	-4,7	33,5
Industrie automobile	-2,6	-6,8	-21,4	11,2
Industries des biens d'équipement	3,1	0,8	-9,8	44,6
Industries des biens intermédiaires	1,7	-3,6	-15,4	67,2
Énergie	3,0	-0,8	-4,0	31,2
Construction	4,2	0,1	-4,5	111,0
Services principalement marchands	2,9	0,8	-2,1	976,1
<i>dont :</i>				
Commerce	2,8	0,7	-3,1	172,3
Transport	3,7	0,2	-3,9	78,5
Activités financières	3,7	0,7	2,1	87,3
Activités immobilières	1,9	0,7	1,2	251,9
Services aux entreprises	3,6	1,1	-5,0	286,2
Services aux particuliers	2,7	0,8	-2,3	99,8
Services administrés	1,6	1,2	1,4	391,3
<i>dont :</i>				
Éducation, santé, action sociale	1,6	1,3	0,8	251,4
Administration	1,5	1,0	2,4	139,9
Ensemble	2,5	0,5	-2,5	1 721,7

Source : Insee, comptes nationaux - Base 2000.

3. Quelques éléments du tableau économique d'ensemble (comptes nationaux base 2000)

À prix courants, en milliards d'euros ou le cas échéant en %

	Évolution en % (sauf grandeurs en italique)			En milliards d'euros
	2007	2008	2009	2009
Produit intérieur brut dont :	4,9	2,8	-2,1	1 907,1
Valeur ajoutée au prix de base	5,2	3,1	-1,6	1 721,7
Impôts sur les produits nets de subventions sur les produits ¹	2,5	0,6	-6,4	185,4
Revenu national brut	5,1	2,6	-2,3	1 922,8
Revenu national disponible brut	5,1	2,6	-2,5	1 889,8
Valeur ajoutée brute par secteur				
Valeur ajoutée des entreprises	5,2	2,7	-2,9	1 179,8
Sociétés non financières	5,8	3,1	-3,9	956,3
Entreprises individuelles	3,5	1,8	-3,3	137,3
Sociétés financières	0,7	-0,3	9,1	86,2
Valeur ajoutée des administrations publiques	3,6	3,1	2,5	311,9
Éléments du partage de la valeur ajoutée				
Rémunération des salariés des entreprises	4,1	3,3	-1,1	709,0
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte des entreprises	6,7	1,7	-6,4	428,5
Rémunération des salariés des administrations	3,1	2,3	2,9	254,3
Sociétés non financières				
Excédent brut d'exploitation	9,0	1,9	-9,4	284,6
Revenus de la propriété nets versés	-3,8	21,1	10,5	113,8
Épargne brute	18,8	-9,6	-9,7	122,1
Formation brute de capital fixe	10,8	5,6	-8,6	191,9
<i>Variation de stocks</i>	<i>3,0</i>	<i>8,7</i>	<i>-35,4</i>	<i>-32,7</i>
<i>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</i>	<i>7,4</i>	<i>-14,9</i>	<i>41,5</i>	<i>-22,9</i>
<i>Taux de marge</i> ²	<i>0,4</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,8</i>	<i>29,8</i>
<i>Taux d'autofinancement</i> ³	<i>5,5</i>	<i>-10,9</i>	<i>-0,8</i>	<i>63,6</i>
Sociétés financières				
Excédent brut d'exploitation	-5,6	-0,6	19,5	29,9
Formation brute de capital fixe	-5,4	12,8	-16,9	13,7
<i>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</i>	<i>-6,6</i>	<i>14,6</i>	<i>8,3</i>	<i>23,9</i>
Ménages (y compris entreprises individuelles)				
Excédent brut d'exploitation ⁴	7,9	5,1	-2,1	167,5
Revenu mixte	4,0	1,5	-3,9	119,1
Salaires bruts reçus	4,2	3,1	0,0	747,3
Prestations sociales hors transferts sociaux en nature ⁵	3,6	3,5	5,3	398,0
Revenus de la propriété nets reçus	5,5	4,4	-0,8	130,2
Impôts courants et cotisations effectives à la charge des ménages	2,1	3,8	-1,8	288,3
Revenu disponible brut	5,2	3,2	1,0	1 293,8
Dépense de consommation finale	4,6	3,4	0,1	1 084,6
Revenu disponible brut ajusté	4,9	3,5	1,5	1 627,8
Consommation finale effective des ménages	4,5	3,5	0,8	1 418,6
Épargne brute	8,3	2,3	6,3	209,2
Formation brute de capital fixe	8,7	2,5	-9,5	119,0
<i>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</i>	<i>1,2</i>	<i>1,1</i>	<i>27,2</i>	<i>88,4</i>
<i>Taux d'épargne</i> ⁶	<i>-0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,8</i>	<i>16,2</i>
<i>Taux d'épargne financière</i> ⁷	<i>0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,1</i>	<i>6,8</i>
Relations avec le reste du monde				
Exportations de biens (FAB)	3,8	2,5	-16,8	343,1
Importations de biens (FAB)	6,5	5,5	-17,4	385,1
<i>Exportations de services moins importations de services</i>	<i>-0,1</i>	<i>7,0</i>	<i>-5,5</i>	<i>4,9</i>
<i>Solde des opérations de répartition en provenance du reste du monde</i>	<i>1,7</i>	<i>-4,9</i>	<i>-7,7</i>	<i>-17,0</i>
Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation	1,0	-12,2	-1,4	-54,1

1. Les impôts sur les produits regroupent la TVA, les impôts sur les importations et d'autres impôts sur les produits (TIPP, taxes sur les tabacs, sur les alcools...).

2. Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute.

3. Épargne brute / formation brute de capital fixe.

4. Excédent principalement tiré de la location de logements, y c. des loyers imputés que les propriétaires se versent à eux-mêmes.

5. Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature sont principalement des prestations en espèces (retraites, indemnités journalières, allocations familiales, indemnités chômage, RMI).

6. Épargne brute / revenu disponible brut.

7. Capacité de financement / revenu disponible brut.

Source : Insee, comptes nationaux - Base 2000.

4. Investissement des entreprises non financières* par produits

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente, en %				En milliards d'euros courants
	2006	2007	2008	2009	2009
Construction automobile	0,6	12,2	3,5	-11,5	21,9
Construction navale aéronautique et ferroviaire	11,0	0,1	13,0	5,3	6,3
Biens d'équipement mécanique	2,6	12,5	3,0	-15,4	35,1
Biens d'équipement électrique et électronique	-1,7	3,5	-2,2	-9,0	12,2
Construction	4,5	8,3	3,0	-6,1	58,9
Services aux entreprises	8,0	6,9	5,5	-4,3	45,8
Autres	5,2	4,4	-5,3	-7,0	24,1
Ensemble	4,2	8,1	2,4	-8,0	204,3

* Sociétés non financières et entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux - Base 2000.

5. Investissement par secteur institutionnel

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente, en %				En milliards d'euros courants
	2006	2007	2008	2009	2009
Ensemble des secteurs résidents dont :	4,1	6,0	0,5	-7,1	392,1
<i>Sociétés non financières et entreprises individuelles</i>	4,2	8,1	2,4	-8,0	204,3
<i>Sociétés financières et entreprises individuelles</i>	18,6	-5,5	9,5	-16,2	13,7
<i>Ménages (hors entreprises individuelles)</i>	6,4	4,6	-2,7	-8,7	106,6
<i>Administrations publiques</i>	-2,7	4,4	-2,8	0,5	63,9

Source : Insee, comptes nationaux - Base 2000.

CHRONOLOGIE 2009

Janvier

France

- 01 Toutes les banques peuvent dorénavant distribuer le Livret A.
- 01 Le statut d'autoentrepreneur entre en vigueur.
- 05 EDF fait l'acquisition de British Energy pour 15 milliards d'euros.
- 07 Pour la première fois, la période des soldes qui s'ouvre durera cinq semaines.
- 09 Le gouvernement décide qu'une partie des fréquences sera réservée pour favoriser l'émergence d'un quatrième opérateur de téléphonie mobile.
- 13 Installation de l'Autorité de la concurrence, qui succède au Conseil de la concurrence.
- 15 Le Président de la République fixe de nouvelles directives aux banques, qui disposeront avant la fin du mois d'une nouvelle tranche de recapitalisation de 10,5 milliards d'euros. En contrepartie, les banques doivent s'engager à accroître de manière ciblée les crédits accordés aux entreprises et renoncer à verser des bonus à leurs principaux dirigeants au titre des résultats 2008.
- 20 Début de la grève générale contre la vie chère en Guadeloupe à l'appel d'un collectif regroupant 47 syndicats, partis et associations.
- 24 La tempête « Klaus » provoque d'importants dégâts dans le sud de la France et en Espagne, dévastant notamment la forêt des Landes.
- 26 En clôture des États généraux de la presse, l'État s'engage à renforcer les aides au secteur.
- 27 Christine Lagarde, Ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi dresse un premier bilan de la mise en œuvre des dispositifs confiés à la SFEF (société de financement de l'économie française) et à la SPPE (société de prise de participations de

l'État). La SFEF a emprunté 23 milliards d'euros sur les marchés de capitaux, dont 13 milliards en 2008, qu'elle prête aux banques au taux de 4 %. L'État a apporté 10,5 milliards d'euros de fonds propres aux banques via la SPPE et percevra une rémunération au taux de 8,2 % sur ces apports.

Union européenne hors France

- 01 La République tchèque succède à la France pour la présidence du Conseil de l'Union européenne.
- 01 La Slovaquie devient le seizième membre de la zone euro.
- 06 Porsche porte sa participation au capital de Volkswagen de 42,6 % à 50,76 %.
- 08 L'État allemand injecte 10 milliards d'euros dans le capital de la Commerzbank, deuxième banque du pays.
- 09 Le conseil d'administration d'Alitalia donne son feu vert à une prise de participation d'Air France-KLM, à hauteur de 25 %, pour un montant de 300 millions d'euros.
- 12 RWE, numéro deux allemand de l'énergie, prend pour 9,3 milliards d'euros le contrôle d'Essent, premier fournisseur de gaz et d'électricité des Pays-Bas.
- 20 Fiat annonce la conclusion d'un accord de principe pour s'allier avec Chrysler. Le groupe italien annonce son intention de prendre 35 % du capital du constructeur américain.
- 21 La Banque centrale européenne réduit d'un demi-point, à 2 %, son principal taux directeur pour contrer la récession.
- 22 Siemens décide de mettre fin à son partenariat avec Areva et annonce aux pouvoirs publics son intention de céder les 34 % détenus dans Areva NP, la filiale spécialisée dans la fabrication de réacteurs nucléaires.

Monde hors Union européenne

- 01 Face au refus par l'Ukraine de la hausse du prix du gaz exigée par le consortium gazier russe Gazprom, Moscou cesse les livraisons de gaz destinées au marché intérieur ukrainien. Le 7, il interrompt également totalement les livraisons destinées à l'Europe via l'Ukraine.
- 09 L'industrie aéronautique chinoise reçoit une aide de 20 milliards d'euros du gouvernement.
- 14 Avec un produit intérieur brut estimé à 4 327 milliards de dollars courants (3 460 milliards d'euros) en 2008, la Chine devient la troisième puissance économique mondiale.
- 14 Nortel, le fabricant canadien d'équipements de télécommunications, dépose son bilan et demande la protection de la loi sur les faillites.
- 14 Création d'un groupe de coordination de l'ONU contre la piraterie maritime au large de la Somalie.
- 15 Le Trésor américain accorde une aide supplémentaire de plusieurs milliards de dollars à Bank of America en vue de lui permettre de boucler l'acquisition de Merrill Lynch annoncée dans la foulée de la faillite de Lehman Brothers.
- 19 Moscou et Kiev signent un accord qui restaure les livraisons de gaz naturel russe vers l'Ukraine et ouvre la voie à la reprise de l'approvisionnement de l'Europe.
- 20 Barack Obama devient le 44^{ème} Président des États-Unis.
- 26 Sommet sur la sécurité alimentaire mondiale à Madrid.
- 02 Le gouvernement français confie la réalisation du réacteur de troisième génération à EDF et GDF Suez.
- 04 Areva signe avec un électricien indien un protocole d'accord pour la vente de deux EPR.
- 05 Le gouvernement fixe à 206 millions d'euros le prix que devra acquitter le quatrième opérateur mobile pour venir concurrencer Orange, SFR et Bouygues Telecom.
- 09 Conclusion d'un « Pacte automobile » entre l'État et les constructeurs. Il inclut des aides au secteur pour 7,8 milliards d'euros, en contrepartie d'un engagement sur l'emploi et sur le maintien des sites d'assemblage en France.
- 15 Entrée en vigueur de l'ordonnance du 18 décembre 2008 sur l'assouplissement de la procédure de sauvegarde des entreprises, qui permet de suspendre le remboursement des dettes et de bâtir un plan de redressement avec l'aide d'un administrateur judiciaire.
- 18 Un sommet social à l'initiative du Président de la République rassemble plusieurs ministres et huit organisations syndicales et patronales (CFDT, CGT, FO, CFTC, CGC, CGPME, MEDEF, UPA) afin d'établir une liste de mesures anticrise. Le Président de la République annonce un allègement de l'impôt sur le revenu pour 6 millions de contribuables et le déblocage de 6,2 milliards d'euros pour la relance de la consommation.
- 25 Le fonds stratégique d'investissement, créé fin 2008 et détenu par la Caisse des dépôts et consignations (51 %) et par l'État (49 %), annonce son premier investissement pour aider Valeo, deuxième équipementier automobile français.
- 26 Les groupes Caisse d'épargne et Banque populaire officialisent leur accord de fusion, donnant naissance au deuxième groupe bancaire français. L'État annonce une participation au capital de 5 milliards d'euros via la SPPE. François Pérol, ancien secrétaire général adjoint de

Février

France

- 01 Le taux du Livret A est abaissé de 4 % à 2,5 %.
- 02 À l'occasion d'un Comité interministériel pour l'aménagement et le développement du territoire, le Premier Ministre publie une liste de 1 000 projets susceptibles de relancer la croissance et l'emploi.

l'Élysée, est désigné à la présidence du directoire de la nouvelle entité par les deux Conseils d'administration.

- 27 Après plus de cinq semaines de conflit social, un accord est signé pour une augmentation des bas salaires en Guadeloupe.

Union européenne hors France

- 02 La Commission européenne présente deux propositions de directive en vue de lutter contre l'évasion fiscale. Bruxelles propose notamment d'éliminer l'usage abusif du secret bancaire encore en vigueur en Belgique, en Autriche et au Luxembourg concernant les non-résidents appartenant à l'Union.
- 13 Les députés allemands votent le plan de relance de 50 milliards d'euros sur deux ans présenté par la chancelière Angela Merkel. Il comprend notamment 18 milliards d'euros de réductions d'impôts pour les particuliers et les entreprises, une enveloppe de 17 milliards d'euros pour des infrastructures, une prime à la casse de 2 500 euros.
- 20 Le constructeur automobile suédois Saab, filiale de General Motors, demande sa mise en redressement judiciaire.

Monde hors Union européenne

- 03 La Chambre des Communes du Canada approuve un plan de relance de l'économie de 40 milliards de dollars canadiens (26 milliards d'euros) étalé sur deux ans.
- 03 Le gouvernement australien annonce un plan de relance de 42 milliards de dollars australiens (20,8) milliards d'euros.
- 10 Le secrétaire au Trésor américain, Timothy Geithner, dévoile son plan de stabilité financière. Le plan, qui mobilise un financement potentiel de 1 500 à 2 000 milliards de dollars, modifie et complète le plan Paulson de 700 milliards de dollars mis en place en octobre 2008 par l'administration Bush. Il prévoit la réinjection de capital dans les établissements bancaires, le rachat des actifs toxi-

ques, la relance du crédit aux consommateurs et aux entreprises et la mise en place d'un programme d'aide aux propriétaires en difficulté.

- 16 Le Président américain, Barack Obama signe un plan de relance de 787 milliards de dollars (611 milliards d'euros), après son adoption définitive le 13 février par la Chambre des représentants et le Sénat.

Mars

France

- 05 Le Comité pour la réforme des collectivités locales, présidé par Édouard Balladur, remet son rapport au Président de la République. Il propose notamment l'achèvement de la carte de l'intercommunalité, la création de 11 métropoles, le regroupement des régions ou des départements sur la base du volontariat, la création de la collectivité territoriale du « Grand Paris ».
- 05 Suite à la satisfaction des principales revendications contre la vie chère, la grève générale se termine en Guadeloupe après 44 jours de conflit.
- 19 Journée d'action à l'appel de huit organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, UNSA, FSU, SUD-Solidaires, CFTC, CFE-CGC), portant notamment sur l'emploi et le pouvoir d'achat. Les manifestations dans plus de 200 villes regroupent entre 1,2 million de personnes (selon la police) et 3 millions (selon les syndicats).
- 25 Promulgation de la loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion, qui prévoit notamment l'augmentation des constructions HLM, le renforcement de la politique du 1 % logement et l'amélioration de l'accès à l'accession sociale à la propriété.
- 29 Par référendum, la population de Mayotte se prononce en faveur de la départementalisation du territoire. Mayotte doit ainsi devenir, en 2011, le 101^{ème} département français.

31 Publication d'un décret portant sur l'encadrement des rémunérations des dirigeants d'entreprise aidés par l'État.

Union européenne hors France

03 Siemens et l'agence russe de l'énergie atomique, Rosatom, signent un protocole d'accord pour créer une société commune dans le nucléaire.

05 La Banque centrale européenne ramène son principal taux directeur de 2 % à 1,5 %.

06 Une aide de 24,5 milliards d'euros est débloquée par la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), la BEI (Banque européenne d'investissement) et la Banque mondiale pour les pays d'Europe de l'Est membres de l'Union européenne les plus touchés par la crise.

10 Les ministres des finances de l'Union européenne s'accordent à Bruxelles pour baisser la TVA sur certains biens et services, autorisant ainsi la France à réduire le taux de cette taxe dans la restauration.

12 La Banque européenne d'investissement (BEI) ouvre 3 milliards d'euros de nouveaux prêts en faveur du secteur automobile.

19 Lors d'un Conseil européen à Bruxelles, les chefs d'État et de gouvernement décident de doubler, en le portant à 50 milliards d'euros, le montant de l'aide financière aux États membres qui ne font pas partie de la zone euro et qui sont confrontés à des problèmes de balance des paiements.

Monde hors Union européenne

02 Face à l'ampleur des pertes d'AIG, le Trésor et la Réserve fédérale (Fed) accordent au géant de l'assurance une nouvelle « *facilité de capital* » de 30 milliards de dollars sous forme d'actions préférentielles, en sus des 150 milliards de dollars d'aides déjà accordées depuis septembre 2008.

09 Merck rachète le laboratoire américain Schering-Plough pour 41,1 milliards de dollars (32,5 milliards

d'euros) et devient numéro deux mondial du secteur pharmaceutique.

10 L'Assemblée populaire nationale (APN) chinoise approuve le plan de relance de l'économie. Le Premier ministre annonce une baisse d'impôts de 600 milliards de yuans (16 milliards d'euros), une aide à l'agriculture de 15,8 milliards d'euros, une augmentation des retraites et des salaires des enseignants et des agriculteurs.

13 Après le Liechtenstein et l'Andorre, la Suisse, l'Autriche et le Luxembourg décident d'assouplir leur secret bancaire pour coopérer à la lutte contre l'évasion fiscale.

18 Pour faire face à l'aggravation de la crise, la Réserve fédérale américaine annonce son intention de racheter jusqu'à 300 milliards de dollars de bons du Trésor à long terme dans les six mois à venir et d'augmenter ses achats de titres adossés à des prêts immobiliers pour un montant de près de 750 milliards de dollars. Par ailleurs, la Réserve fédérale maintient son taux directeur dans une marge de fluctuation allant de 0 à 0,25 %, pour une période prolongée.

Avril

France

02 Le gouvernement nomme un commissaire à la réindustrialisation chargé de coordonner les services de l'État dans certains bassins d'emploi en difficulté et débloque 100 millions d'euros pour les programmes de réindustrialisation.

14 Les ports de Boulogne-sur-mer, Calais et Dunkerque sont bloqués par les pêcheurs qui réclament des quotas supplémentaires de sole et de cabillaud. Le 15, le ministre de l'agriculture et de la pêche présente un plan d'accompagnement qui prévoit notamment le déblocage de quatre millions d'euros pour améliorer l'indemnisation des arrêts temporaires de pêche.

15 Entrée en vigueur du nouveau système d'immatriculation pour les véhicules automobiles neufs.

Union européenne hors France

08 La Banque centrale européenne ramène son principal taux directeur de 1,5 % à 1,25 %.

29 Les actionnaires de la banque belge Fortis, réunis en assemblée générale, votent l'accord entre Fortis et BNP Paribas. La banque française acquiert une participation à hauteur de 75 % dans le capital de la banque belge Fortis ainsi que 25 % du capital de Fortis Insurance Belgium. En contrepartie, l'État belge devient le premier actionnaire de BNP Paribas.

Monde hors Union européenne

01 Le sommet des pays du G20 à Londres approuve un programme mondial de 1 100 milliards de dollars pour la croissance et l'emploi et renforce de 500 milliards de dollars les ressources du Fonds monétaire international.

02 Lors du sommet du 60^{ème} anniversaire de l'OTAN à Strasbourg, la France reprend place au sein du commandement militaire intégré, 43 ans après l'avoir quitté, en 1966, sur la décision du général de Gaulle.

09 Le gouvernement japonais présente un plan de relance d'un montant de 115 milliards d'euros, soit l'équivalent de 3 % du PIB du pays.

20 Oracle, le deuxième éditeur mondial de logiciels, achète Sun Microsystems pour 7 milliards de dollars (5,7 milliards d'euros).

24 L'OMS alerte sur le potentiel pandémique du virus H1N1, vecteur d'un nouveau type de grippe dénommée grippe A, alors que le virus a déjà fait plusieurs dizaines de morts au Mexique et aux États-Unis.

Mai

France

01 Le taux du livret A passe de 2,5 % à 1,75 %.

04 L'État crée un fonds d'investissement doté de 300 millions d'euros pour renforcer le capital des PME qui rencontrent des difficultés financières.

05 Les producteurs de lait entrent en conflit avec les industriels sur leur niveau de rémunération.

13 Le Directeur général de l'Insee remet au Président de la République un rapport sur le partage de la valeur ajoutée. Le lendemain, le Président de la République écrit aux partenaires sociaux pour leur demander de se concerter sur ce sujet et d'aboutir à des conclusions avant le 15 juillet.

14 Natixis annonce une perte de 1,8 milliard d'euros pour 2008 du fait de nouvelles dépréciations dans la structure de cantonnement. La filiale des Banques Populaires et Caisses d'épargne reçoit 3,5 milliards d'euros de capital, dont 2 proviennent de la SPPE.

19 Dassault Aviation finalise l'acquisition des 20,8 % du capital de Thales détenus par Alcatel-Lucent pour 1,57 milliards d'euros.

28 La maison de couture Christian Lacroix se déclare en cessation de paiements.

29 Le Fonds stratégique d'investissement (FSI) prend une participation de 8 % au capital de Gemalto, numéro un mondial de la carte à puce, pour un montant de 160 millions d'euros.

29 Après deux mois et demi de lutte, émaillés d'actions violentes, les salariés de Continental Clairvoix décrochent une prime de départ de 50 000 euros net et la garantie de conserver au moins 75 % de leur salaire jusqu'en 2014.

Union européenne hors France

07 Les chefs d'État et de gouvernement des 27 pays de l'Union européenne signent avec six voisins orientaux (l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine) un accord destiné à resserrer les liens politiques et économiques.

- 07** La BCE réduit son principal taux directeur de 1,25 % à 1 %, niveau le plus bas depuis la création de l'euro en 1999. Cette mesure s'accompagne d'un programme de rachat de 60 milliards d'euros d'obligations sécurisées (*covered bonds*, obligations émises par les établissements bancaires et couvertes par des créances qui peuvent être des actifs hypothécaires et/ou des prêts au secteur public).
- 12** Après avoir dépensé quelques 50 milliards d'euros pour tenter d'endiguer la crise, José Zapatero, chef du gouvernement espagnol, annonce de nouvelles mesures de soutien à l'économie, dont l'instauration d'une prime à la casse.
- 13** La Commission européenne condamne Intel, numéro un mondial des microprocesseurs, à verser une amende record de 1,06 milliard d'euros pour avoir abusé de sa position dominante au détriment de son concurrent direct Advanced Micro Devices (AMD).
- 14** Manifestations pour l'emploi en Europe à l'appel de la Confédération européenne des syndicats (CES).

Monde hors Union européenne

- 09** Le chef du Congrès national africain (ANC), Jacob Zuma, est investi Président d'Afrique du Sud.
- 16** Victoire du Parti du Congrès aux élections législatives en Inde.
- 28** Les équipementiers Metaldyne et Visteon se rangent sous la protection du Chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites. Une cinquantaine d'équipementiers automobiles importants se sont déjà déclarés en faillite depuis le début de 2008.
- 28** Time Warner se sépare d'AOL.

Juin

France

- 01** Le revenu de solidarité active (RSA) se substitue au revenu minimum d'insertion (RMI) et à l'allocation de parent isolé (API). Il est attribué aux personnes sans emploi, ni rémunération ou dont les rémunérations sont

limitées. Les personnes qui retrouvent un emploi perçoivent un complément de revenus et peuvent cumuler leur salaire et une partie du RSA.

- 03** La France et le Luxembourg signent un accord permettant au fisc français d'avoir accès aux dossiers bancaires suspects. Cet accord entre dans le cadre de l'engagement des chefs d'État du G20 de Londres de lutter contre les paradis fiscaux.
- 15** Ouverture du 48^{ème} Salon du Bourget, sur fond de récession du transport aérien.

Union européenne hors France

- 07** Les élections européennes sont marquées par un faible taux de participation (43,1 %) sur l'ensemble des 27 États membres de l'Union européenne. Elles sont remportées par les partis conservateurs ou libéraux.
- 09** Arcandor, le géant de la distribution allemande (43 000 salariés), fait faillite.

Monde hors Union européenne

- 01** General Motors demande à se placer sous la protection de la loi sur les faillites, avec en perspective la fermeture de onze usines et une restructuration rapide. À l'issue de la procédure, le Trésor américain détiendra 60 % du capital de GM en échange d'une aide financière de 30 milliards de dollars qui s'ajoutent aux 20 milliards versés en décembre 2008. Le Canada, où General Motors possède de nombreuses usines, acquiert 12,5 % du capital, en contrepartie du versement de 9,5 milliards de dollars.
- 01** Fiat, le constructeur automobile italien, obtient le feu vert du tribunal des faillites de New York pour prendre le contrôle de Chrysler.
- 11** L'OMS porte à son niveau maximal l'alerte sur la grippe A. L'organisation officialise l'état de pandémie, une première depuis 40 ans, en raison du nombre de foyers secondaires. Mais elle souligne que le virus, certes très contagieux, est peu létal.

- 16 Les BRIC (pour Brésil, Russie, Inde, Chine) tiennent le premier sommet des grands pays émergents, à Iekaterinbourg. Le communiqué final plaide pour un rôle accru des pays en développement au sein des institutions financières internationales et aux Nations unies et appelle à « *diversifier davantage* » le système monétaire international.
- 18 La Chine et le Brésil décident de régler leurs échanges commerciaux dans leur monnaie respective.
- 19 La Suisse signe un accord de transparence fiscale avec les États-Unis.
- 29 À New York, Bernard Madoff, auteur d'une fraude pyramidale estimée à 65 milliards de dollars, est condamné à 150 ans de prison.

Juillet

France

- 01 L'abaissement de la TVA sur la restauration de 19,6 % à 5,5 % entre en vigueur.
- 21 Promulgation de la loi portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires.
- 22 Les deux sociétés Veolia et Transdev annoncent leur fusion. Elles totalisent ensemble un chiffre d'affaires de 8,3 milliards d'euros et deviennent le numéro un mondial du transport public.
- 23 Le Parlement adopte la proposition de loi sur l'extension du travail du dimanche.
- 24 Après plusieurs mois de négociations, le groupe Thomson arrache un accord avec ses créanciers et échappe à la faillite.
- 28 Michel Rocard, ancien Premier ministre, remet son rapport sur la création d'une taxe carbone ou « *contribution climat énergie* » (CCE).

Union européenne hors France

- 01 La Suède prend la présidence du Conseil de l'Union européenne pour 6 mois.

Monde hors Union européenne

- 10 Le sommet du G8, élargi à 27 chefs d'État à L'Aquila en Italie,

débouche sur des objectifs limités en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et un programme d'aide de 20 milliards de dollars (13,3 milliards d'euros) pour la sécurité alimentaire.

Août

France

- 01 Le taux du Livret A baisse de 1,75 % à 1,25 %.
- 30 Éric Woerth, ministre du budget, révèle que son ministère détient une liste de 3 000 comptes bancaires détenus par des ressortissants Français en Suisse, représentant 3 milliards d'euros.

Union européenne hors France

- 13 Volkswagen et Porsche détaillent les conditions de leur fusion, qui prendra effet en 2011. L'émirat du Qatar déboursera 7 milliards d'euros pour détenir entre 17 % et 20 % du capital de la nouvelle structure, devenant le troisième actionnaire de VW.

Monde hors Union européenne

- 18 Amcor, le numéro mondial de l'emballage, acquiert auprès de Rio Tinto l'activité emballage d'Alcan pour 2 milliards de dollars.
- 19 La banque suisse UBS signe un accord historique avec le fisc américain. Elle s'engage à livrer des informations sur 4 450 comptes de clients américains gérés depuis la Suisse, qui ont représenté jusqu'à 18 milliards de dollars d'actifs.
- 24 Les États-Unis mettent fin à la prime à la casse automobile, après un mois d'existence et la vente de 700 000 véhicules neufs.
- 30 Le Parti démocrate du Japon remporte les élections législatives japonaises.

Septembre

France

- 14 Remise au président de la République du rapport de la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social,

présidée par Joseph Stiglitz. Le rapport propose de développer de nouveaux instruments de mesure de la richesse des nations en mettant davantage l'accent sur la mesure du bien-être de la population.

- 22 Le ministre de l'industrie Christian Estrosi, annonce que l'État va piloter l'achat de 50 000 voitures électriques pour aider le lancement de la production à grande échelle.
- 29 Le Président de la République présente un plan de 500 millions d'euros en faveur de l'insertion et de l'autonomie des jeunes de 16 à 25 ans : extension du revenu de solidarité active (RSA) aux jeunes de moins de 25 ans ayant travaillé au moins deux ans, revalorisation du statut des apprentis, doublement de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé, octroi progressif d'un dixième mois de bourse.

Union européenne hors France

- 16 Le Parlement européen reconduit José Manuel Barroso à la tête de la Commission européenne.
- 23 Mise en place d'une commission spéciale sur la crise financière et économique dans l'Union européenne. Composée de 45 membres avec un mandat de 12 mois, elle a pour objet d'évaluer l'impact de la crise sur les États membres et de proposer des solutions appropriées.

Monde hors Union européenne

- 24 Réunion du G20 à Pittsburgh. Les chefs d'État et de gouvernement des pays industrialisés et émergents préconisent notamment le renforcement du rôle du FMI, l'encadrement des bonus, la mise sous surveillance des paradis fiscaux et affirment la priorité à la lutte contre le chômage. Ils décident la transformation du Groupe des Vingt en « *forum principal pour la coopération économique internationale* », le G8, qui représente les pays les plus riches, ne traitant plus que des questions diplomatiques.
- 25 Le laboratoire américain Abbott emporte la branche pharmacie du

groupe belge Solvay pour plus de 5 milliards d'euros

- 27 À l'issue des élections législatives en Allemagne, la chancelière Angela Merkel est reconduite pour un deuxième mandat.

Octobre

France

- 01 Le conseil d'administration de la SFEF a décidé fin septembre d'arrêter les émissions de la SFEF. Celle-ci a levé 77 milliards d'euros de novembre 2008 à fin septembre 2009.
- 27 Le Président de la République annonce un plan d'aide en faveur de l'agriculture, d'un montant de 1,5 à 2 milliards d'euros.
- 30 Air France prend livraison de son premier Airbus A380.

Union européenne hors France

- 02 L'Irlande approuve le Traité de Lisbonne par référendum.

Monde hors Union européenne

- 06 Après quatre ans de restructuration, Delphi, l'équipementier automobile américain ancienne filiale de General Motors, cède l'essentiel de ses actifs à un consortium d'investisseurs privés et à GM en échange d'un abandon de dettes de 3,4 milliards de dollars.

Novembre

France

- 02 Présentation par le Président de la République du plan cancer 2009-2013. Ce plan est doté de 730 millions d'euros sur quatre ans et met l'accent sur le dépistage et la réduction des inégalités géographiques et sociales devant la maladie.
- 02 Faurecia, le premier équipementier automobile français, annonce l'acquisition de l'américain Emcon Technologies (2,4 milliards d'euros de chiffres d'affaires en 2008) et devient ainsi le leader mondial des

- technologies de contrôle des émissions polluantes.
- 03** Le rapport de la commission Juppé-Rocard sur le grand emprunt est remis au Président de la République.
 - 03** Le constructeur canadien Bombardier remporte un contrat de 8 milliards d'euros pour les TER de la SNCF.
 - 06** Première réunion du Comité interministériel de l'outre-mer, qui adopte 137 mesures inspirées des États généraux lancés en avril 2009.
 - 12** Lors de la visite de François Fillon au Vietnam, un accord de principe est signé pour l'achat de quatre gros-porteurs d'Airbus.
 - 23** Henri Proglgio succède à Pierre Gadonneix à la présidence d'EDF.
 - 28** En visite en France, Vladimir Poutine, chef du gouvernement russe, signe une série de contrats, dont l'entrée d'EDF dans le consortium maître d'oeuvre du gazoduc South Stream. Un protocole est également conclu entre les trois actionnaires d'AvtoVAZ, le principal constructeur automobile russe, au bord la faillite : Renault, qui détient 25 % du capital, devrait fournir une aide en nature pour un plan de modernisation étalé sur plusieurs années, à hauteur de 240 millions d'euros.
 - 30** L'État français choisit Alstom et Schneider Electric pour la reprise d'Areva T&D, filiale d'équipement de réseaux électriques d'Areva.

Union européenne hors France

- 03** Le gouvernement britannique va injecter un minimum de 31 milliards de livres (35 milliards d'euros) supplémentaires dans Royal Bank of Scotland (RBS) et Lloyds.
- 03** Le président tchèque Vaclav Klaus signe le Traité de Lisbonne, qui est ainsi ratifié par les 27 États membres de l'Union.
- 12** Iberia et British Airways finalisent une fusion qui crée le numéro trois européen du transport aérien.
- 19** Les 27 chefs d'États et de gouvernement de l'Union européenne approuvent la nomination d'Herman Van Rompuy comme président du Conseil euro-

péen et de Catherine Ashton comme Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité. Ces deux nouvelles fonctions résultent du Traité de Lisbonne.

Monde hors Union européenne

- 03** La société Berkshire Hathaway de Warren Buffett prend le contrôle de 100 % du géant du transport de fret ferroviaire Burlington Northern pour 34 milliards de dollars.
- 03** General Motors décide de conserver sa filiale européenne Opel.
- 20** Réunis en sommet à Arusha, Tanzanie, les cinq pays de la Communauté d'Afrique de l'Est (Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda et Tanzanie) signent un traité instituant un marché commun.
- 25** Toyota lance le plus grand rappel de son histoire, pour rectifier un problème de pédale d'accélérateur touchant près de 4 millions de voitures en circulation aux États-Unis.
- 30** Le nouveau gouvernement japonais annonce un plan de relance de plus de 20 milliards d'euros.

Décembre

France

- 03** PSA et Mitsubishi confirment leurs discussions en vue de conclure un « *partenariat stratégique* ».
- 08** Promulgation de la loi relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires. La loi a pour objectif la mise en place d'un processus de régulation dans le domaine du transport ferroviaire avec l'ouverture à la concurrence. Elle crée notamment l'Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAF).
- 09** La Maif, la Macif et la Matmut s'unissent pour créer Sferen. Cette alliance, qui prend la forme d'une société de groupe d'assurance mutuelle (SGAM), donne naissance au deuxième pôle mutualiste français (10 millions de sociétaires, 9,2 milliards d'euros

de chiffre d'affaires), derrière Covéa, la SGAM qui regroupe GMF, MAAF et MMA (10 millions de sociétaires, 12 milliards d'euros de chiffre d'affaires).

- 14 Reprenant l'essentiel des recommandations de la commission Juppé-Rocard sur le grand emprunt, le Président de la République annonce un investissement public de 35 milliards d'euros. Les cinq chantiers retenus sont l'enseignement supérieur et la formation, la recherche, l'industrie et les PME, le numérique et le développement durable. L'effort public sera financé par un emprunt de 22 milliards d'euros exclusivement auprès des marchés. Les 13 milliards restants proviendront du remboursement par les banques de fonds prêtés pendant la crise.
- 18 Le fournisseur d'accès à Internet Iliad, propriétaire des marques Free et Alice, est choisi par le régulateur des télécoms pour devenir le quatrième opérateur mobile.
- 18 L'Assemblée nationale adopte la suppression de la taxe professionnelle. À partir de 2010, les entreprises seront redevables d'une contribution économique territoriale (CET) assise sur le foncier et la valeur ajoutée.
- 22 L'Assemblée nationale adopte le projet de loi transformant La Poste en société anonyme à compter du 1^{er} mars 2010.
- 30 Le Conseil constitutionnel, saisi sur le projet de budget 2010, annonce l'annulation de la taxe carbone qui devait entrer en vigueur le 1^{er} janvier.

Union européenne hors France

- 01 Le Traité de Lisbonne entre en vigueur
- 09 Volkswagen et Suzuki officialisent leur projet de rapprochement. Le numéro deux mondial de l'automobile va prendre 20 % du japonais Suzuki Motor, pour environ 1,7 milliard d'euros.

Monde hors Union européenne

- 07 Le sommet des Nations Unies sur le climat s'ouvre à Copenhague.
- 15 Les pays d'Amérique latine et les États-Unis parviennent à un accord avec l'Union européenne sur le commerce de la banane.
- 15 Entrée en vigueur du traité sur l'union monétaire des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Le traité sur l'union monétaire, signé en mai 2009 et ratifié par l'Arabie saoudite, le Bahreïn, Koweït et Qatar, prévoit l'établissement en 2010 d'un Conseil monétaire à Ryad, puis d'une banque centrale chargée de parvenir à l'établissement d'une monnaie unique.
- 23 Ford Motors vend Volvo Cars au constructeur automobile chinois Geely.
- 27 Les Émirats arabes unis annoncent que la construction d'une première tranche de quatre centrales nucléaires, pour un montant de 20 milliards d'euros, est attribuée à l'électricien public sud-coréen Kepco, au détriment des sociétés françaises candidates.
- 30 Après une nouvelle aide de 3,8 milliards de dollars, l'État américain prend la majorité du capital de GMAC, l'ancien groupe financier de General Motors. ■

Lexique*

Administrations publiques (S13)

Ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Le secteur des administrations publiques (S13) comprend les administrations publiques centrales (S1311), les administrations publiques locales (S1313) et les administrations de sécurité sociale (S1314).

Agrégat

Grandeur synthétique mesurant le résultat de l'activité économique. Le principal agrégat est le PIB.

Autoconsommation

Consommation de produits provenant d'une production propre des ménages (potager, élevage, chasse, etc.). En comptabilité nationale, l'autoconsommation fait partie intégrante de la consommation des ménages.

Branche

Regroupement d'unités de production homogène. Les branches sont définies par référence à une nomenclature de produits : une branche produit tous les biens ou services décrits dans un poste de la nomenclature, et uniquement ceux-ci.

Capacité ou besoin de financement (B9A)

Solde du compte de capital. Il est égal à l'épargne brute augmentée des transferts nets en capital et diminuée des dépenses faites à des fins d'accumulation : FBCF, variations de stocks, acquisitions nettes d'objets de valeur et d'actifs non financiers non produits (terrains, actifs incorporels ...). On parle de capacité de

financement si le solde est positif, de besoin de financement s'il est négatif.

Catégorie socioprofessionnelle

La nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles, dite PCS, a remplacé, en 1982, la CSP. Elle classe la population selon une synthèse de la profession (ou de l'ancienne profession), de la position hiérarchique et du statut (salaarié ou non).

Elle comporte trois niveaux d'agrégation emboîtés :

- les groupes socioprofessionnels (8 postes) ;
- les catégories socioprofessionnelles (24 et 42 postes) ;
- les professions (486 postes).

Dans le cadre de la décomposition du compte par catégorie de ménage, une nomenclature intermédiaire en 13 postes, construite à partir de celle en 24 postes, est retenue. Il faut noter le regroupement spécifique des professions libérales avec les indépendants, plus classiquement rapprochés des cadres.

Chômage

Conformément aux directives du Bureau international du travail, les chômeurs sont les personnes ayant dépassé un âge spécifié qui étaient :

- « sans travail », c'est-à-dire n'étaient pourvues ni d'un emploi salarié ni d'un emploi non salarié ;
- « disponibles pour travailler », dans un emploi salarié ou non salarié ;
- « à la recherche d'un travail », c'est-à-dire qui avaient pris des dispositions spécifiques au cours d'une période récente spécifiée pour chercher un emploi salarié ou non salarié.

* Les codes inscrits entre parenthèses sont les codes d'opération ou d'agent de la nomenclature internationale des comptes nationaux.

Le taux de chômage est calculé par l'Insee selon ces principes. Le Pôle emploi comptabilise par ailleurs les demandeurs d'emplois inscrits en fin de mois.

Compte de patrimoine

État de la valeur des actifs détenus et des passifs contractés par une unité ou un secteur institutionnel, dressé à un moment précis dans le temps. Son solde est la valeur nette.

Les actifs et passifs enregistrés dans le compte de patrimoine sont évalués aux prix du marché en vigueur à la date d'établissement de ce compte.

Consommation de capital fixe (K1)

Dépréciation subie par le capital fixe au cours de la période considérée par suite d'usure normale et d'obsolescence prévisible.

Le terme « brut » dans les expressions comme Produit intérieur brut ou Formation brute de capital fixe signifie que la consommation de capital fixe n'a pas été soustraite. Quand on la soustrait de ces grandeurs, leur valeur est dite « nette ».

Consommation des ménages

Le cadre de la comptabilité nationale comprend 2 agrégats relatifs à la consommation des ménages : les dépenses de consommation des ménages et la consommation effective des ménages.

La dépense de consommation des ménages (P31) se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. Elle comprend la part des dépenses de santé, d'éducation, de logement, restant à leur charge, après remboursements éventuels. On y inclut aussi les loyers imputés, que les ménages propriétaires de leur résidence principale se versent implicitement à eux-mêmes.

La consommation effective des ménages (P41) est la somme de la dépense de consommation des ménages et des consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des Administrations et des ISBL. Ces dernières sont les dépenses des administrations et des ISBL dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. C'est le

cas en particulier des dépenses pour l'éducation et pour la santé. On distingue en leur sein des prestations sociales en nature (D631) et des transferts de biens et services non marchands (D632).

Consommation intermédiaire (P2)

Valeur des biens et services transformés ou entièrement consommés au cours du processus de production. L'usure des actifs fixes mis en œuvre n'est pas prise en compte ; elle est enregistrée dans la consommation de capital fixe.

Contribution à la croissance

La croissance du PIB peut être décomposée en la somme des contributions de ses différentes composantes : dépenses de consommation des ménages et des administrations publiques, investissement, variations de stocks et solde commercial. Dans les cas simples, la contribution d'une composante à un agrégat (le PIB par exemple) est égale au produit du taux de croissance de cette composante par son poids dans l'agrégat à la date précédente. Cette formule n'est pas valide pour les volumes aux prix de l'année précédente chaînés, concept de volume selon lequel sont publiés les comptes nationaux. Toutefois, en première approximation, le calcul précédent avec l'évolution de la composante en volume chaîné et le poids en valeur fournit une mesure relativement précise de la contribution.

Cotisations sociales effectives (D611)

Ensemble des versements que les individus et leurs employeurs effectuent aux administrations de sécurité sociale et aux régimes privés. Elles se décomposent en cotisations à la charge des employeurs (D6111), à la charge des salariés (D6112), et à la charge des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D6113).

Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D122)

Contrepartie des prestations sociales fournies directement par les employeurs à leurs salariés, leurs anciens salariés et autres ayants droit, diminuée le cas

échéant des cotisations sociales à la charge des salariés.

Coût salarial

Le coût salarial est constitué par l'ensemble des dépenses qui incombent à l'entreprise pour l'emploi d'un salarié. Il se répartit en :

- un coût direct, composé principalement des salaires bruts auxquels s'ajoutent différents avantages salariaux (avantages en nature, intéressement et participation) ;
- un coût indirect formé essentiellement des cotisations patronales légales et conventionnelles et de diverses charges (formation professionnelle, frais de transport, œuvres sociales).

Coût salarial unitaire

Les coûts salariaux unitaires rapportent les coûts salariaux à la valeur ajoutée en volume. Leur taux de croissance peut être approché par la croissance du salaire moyen par tête augmentée du taux de charge sociale et diminuée de la croissance de la productivité par tête.

Dépense de consommation des ménages (P31)

Voir Consommation des ménages.

Dépenses de consommation pré-engagées

Dépenses qui sont réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Cette définition a été préconisée par la commission « Mesure du pouvoir d'achat des ménages ».

Ces dépenses sont définies comme suit :

- dépenses liées au logement (y compris loyers imputés aux propriétaires occupant leur logement), dépenses relatives à l'eau, au gaz, à l'électricité et aux autres combustibles ;
- services de télécommunications ;
- frais de cantine ;
- services de télévision (redevance télévisuelle, abonnements à des chaînes payantes) ;
- assurances (hors assurance-vie) ;

- services financiers (y compris services d'intermédiation financière indirectement mesurés).

Dividendes (D421)

Revenus de la propriété versés aux actionnaires qui ont mis des capitaux à la disposition d'une société. L'émission d'actions constitue pour une société une façon de se procurer des capitaux autrement que par l'emprunt. Contrairement au capital emprunté, le capital-actions n'est pas à l'origine d'une créance fixe en termes monétaires, et ne permet pas aux porteurs des actions de percevoir un revenu fixe ou prédéfini.

Économie nationale

Ensemble des unités résidentes sur le territoire économique. Le territoire économique français comprend la métropole et les départements d'Outre-mer. Les DOM faisaient partie du reste du monde dans les précédentes bases.

Emploi

Ensemble des personnes, salariés et travailleurs indépendants, exerçant une activité rentrant dans le domaine de la production (voir ce mot).

Emploi équivalent temps plein

Nombre total d'heures travaillées divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps sur le territoire économique.

Entreprise individuelle (S14A)

Entreprise qui n'a pas la forme juridique de société. En comptabilité nationale, les entreprises individuelles ne sont pas dissociées des ménages qui les possèdent.

Épargne (B8)

Solde du compte d'utilisation du revenu disponible et du compte d'utilisation du revenu disponible ajusté. Pour les ménages, elle est égale au revenu disponible diminué de la dépense de consommation, ou au revenu disponible ajusté diminué de la consommation effective (voir ces mots).

L'épargne peut être calculée nette, si l'on retranche la consommation de capital fixe.

Excédent brut d'exploitation (B2)

Solde du compte d'exploitation. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des impôts sur la production, et augmentée des subventions sur la production.

Pour les entreprises individuelles, le solde du compte d'exploitation est le revenu mixte (voir ce mot).

L'excédent d'exploitation peut être calculé net, si l'on retranche la consommation de capital fixe.

Exportations de biens et de services (P6)

Ensemble des biens et des services fournis par des résidents à des non-résidents, à titre onéreux ou gratuit.

Formation brute de capital fixe (P51)

Acquisitions moins cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

La formation de capital fixe peut aussi être calculée nette, si l'on soustrait la consommation de capital fixe.

Importations de biens et de services (P7)

Ensemble des biens et des services fournis par des non-résidents à des résidents, à titre onéreux ou gratuit.

Impôts sur la production et les importations (D2)

Versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques ou par les institutions de l'Union européenne et qui frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ces impôts sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation. Ils comprennent les Impôts sur les produits (D21) et les Autres impôts sur la produc-

tion (D29), notamment les impôts sur les salaires et la main d'œuvre.

Impôts sur les produits (D21)

Impôts dus par unité de bien ou de service produite ou échangée. Ils font partie des Impôts sur la production et les importations. Ils comprennent notamment la TVA.

Impôts sur le revenu (D51)

Impôts frappant les revenus, les bénéfices et les gains en capital. Ils sont établis sur les revenus effectifs ou présumés des personnes physiques, ménages, sociétés et institutions sans but lucratif au service des ménages.

Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM, S15)

Ensemble des unités privées dotées de la personnalité juridique qui produisent des biens et services non marchands au profit des ménages. Leurs ressources principales proviennent de contributions volontaires en espèces ou en nature effectuées par les ménages en leur qualité de consommateurs, de versements provenant des administrations publiques, ainsi que de revenus de la propriété.

Intermédiation financière

Activité par laquelle une unité institutionnelle acquiert des actifs financiers et, simultanément, contracte des passifs pour son propre compte en effectuant des opérations financières sur le marché. Les actifs des intermédiaires financiers et leurs passifs présentent des caractéristiques différentes, ce qui suppose que, dans le processus d'intermédiation financière, les fonds collectés sont transformés ou regroupés en fonction de leur échéance, leur volume, leur degré de risque.

Investissement

Voir FBCF.

Investissements directs étrangers

Investissements qu'une unité institutionnelle résidente d'une économie effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une unité institutionnelle résidente d'une autre économie et d'exercer, dans

le cadre d'une relation à long terme, une influence significative sur sa gestion. On retient en pratique un seuil minimal de détention de 10 % du capital. Les investissements directs comprennent non seulement l'opération initiale qui établit la relation entre les deux unités, mais également toutes les opérations en capital ultérieures entre elles et entre les unités institutionnelles apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés.

ISBLSM

Voir Institutions sans but lucratif au service des ménages.

Loyer imputé

En comptabilité nationale, on considère que les propriétaires sont producteurs d'un service de logement, dont ils sont les propres bénéficiaires. À ce titre, leur sont attribués comme ressources des loyers imputés, qui correspondent aux loyers qui seraient acquittés dans le secteur locatif privé pour des logements de caractéristiques similaires. Ces loyers imputés sont également inclus dans leur dépense de consommation.

Loyer réel

Somme versée par un locataire en contrepartie de la jouissance d'un logement. Le loyer ne comprend pas les charges locatives, qui sont destinées à couvrir un certain nombre de dépenses dues par le locataire et liées à la consommation d'eau et d'énergie, l'utilisation de l'ascenseur, le chauffage collectif le cas échéant, une partie des dépenses d'entretien ou de réparation des parties communes, les taxes d'enlèvement des ordures ménagères, etc. En comptabilité nationale, seul le reste à charge réellement payé par les ménages est inclus dans la dépense de consommation en loyer réel. Les allocations logement sont donc déduites.

Ménages (S14)

Individus ou groupes d'individus considérés tant dans leur fonction de consommateurs (S14B) que dans celle, éventuelle, d'entrepreneurs (S14A) produisant des biens marchands ou des services financiers et non financiers marchands.

Ménages ordinaires (au sens des enquêtes ménages)

Depuis 2005, est considéré comme un ménage l'ensemble des personnes (apparentées ou non) qui partagent de manière habituelle un même logement (que celui-ci soit ou non leur résidence principale) et qui ont un budget en commun. La résidence habituelle est le logement dans lequel on a l'habitude de vivre. Font donc partie du même ménage des personnes qui ont un budget commun, c'est-à-dire :

- qui apportent des ressources servant à des dépenses faites pour la vie du ménage ;
- et/ou qui bénéficient simplement de ces dépenses.

Dans les enquêtes réalisées avant 2005, les personnes devaient partager la même résidence principale pour être considérées comme des ménages (ou « ménages ordinaires »). Par ailleurs, il n'était pas nécessaire qu'ils aient un budget commun. De fait, un ménage correspondait à un logement (résidence principale).

Dans le cadre de la décomposition du compte par catégorie de ménage de l'année 2003, les ménages ordinaires correspondent donc à des ménages-logement.

Niveau de vie

Le niveau de vie est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (UC - voir définition ci-dessous). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage.

Opérations financières

Ensemble des opérations entre deux unités institutionnelles portant sur des actifs ou des passifs financiers. Certaines opérations sont purement financières : prêts, émission ou cessions de titres. D'autres sont la contrepartie d'une opération sur biens et services ou d'une opération de répartition, qui se traduit par un transfert de moyens de paiement.

Opérations de répartition (D)

Opérations par lesquelles la valeur ajoutée engendrée par la production est distribuée entre la main-d'œuvre, le capital et les administrations publiques, et opérations de redistribution du revenu et de la richesse.

Organismes de placement collectif (OPC)

Sociétés financières dont la fonction consiste à placer, sur les marchés monétaires, des capitaux ou en biens immobiliers, les capitaux qu'elles collectent auprès du public (SICAV, FCP, SCPI).

Personne de référence

La personne de référence du ménage est la personne de référence de la famille lorsqu'il n'y en a qu'une (l'homme du couple ou le parent de la famille monoparentale), ou choisie parmi les personnes de référence des familles ou parmi les membres des ménages de personnes isolées en privilégiant l'activité puis l'âge.

Population totale

Ensemble des personnes, nationaux ou étrangers, établies de façon durable sur le territoire économique du pays, même si ces personnes en sont temporairement absentes. La population totale est calculée à une date déterminée. Toutefois, la moyenne annuelle du nombre d'habitants fournit une base appropriée pour l'estimation des variables de la comptabilité nationale ou comme dénominateur en cas de comparaisons.

Population active

Ensemble des personnes des deux sexes qui sont pourvues d'un emploi ou sont au chômage (au sens du Bureau international du travail ; voir Chômage).

Pouvoir d'achat du revenu disponible

La notion usuelle de pouvoir d'achat correspond au pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages (ou revenu réel disponible). L'évolution du pouvoir d'achat du revenu disponible brut rapporte l'évolution du revenu disponible brut à celle du prix de la dépense de consommation des ménages.

Prélèvements obligatoires

Ensemble des impôts et des cotisations sociales effectives perçues par les administrations publiques et l'Union européenne. Le taux de prélèvements obligatoires est le rapport des prélèvements au PIB.

Prestations sociales

Transferts aux ménages destinés à alléger la charge financière que représente pour ceux-ci la protection contre un certain nombre de risques ou de besoins ; ils sont effectués par l'intermédiaire de régimes organisés de façon collective ou, en dehors de ces régimes, par des unités des administrations publiques ou des ISBLSM. Au sein des prestations sociales, on distingue les prestations sociales en espèces (D62) et les prestations sociales en nature (D631, voir transferts sociaux en nature).

Les prestations sociales en espèces (D62) sont celles dont l'objet est de fournir un complément de revenu sans affectation particulière (retraites, indemnités journalières, allocations chômage, RMI).

Prix d'acquisition

Montant effectif payé par l'acheteur par unité de bien ou de service achetée. Il comprend les impôts, la TVA ne comptant que pour sa partie non déductible, et les subventions sur les produits sont déduites. Il comprend aussi les frais de transport acquittés séparément par l'acheteur pour prendre possession des produits au moment et au lieu voulus. Il exclut les intérêts qui viennent s'ajouter en cas d'octroi d'un crédit.

Prix de l'année précédente chaînés

Dans les comptes nationaux, annuels comme trimestriels, les grandeurs exprimées en volume sont publiées aux prix de l'année précédente chaînés. Ce mode de calcul rend mieux compte des évolutions des agrégats que celui à prix constants. Avec la première méthode, le poids de chaque composante élémentaire de l'agrégat est réestimé chaque année ; avec la seconde, la pondération est celle de l'année de base. Dans le cas d'une composante dont le prix baisse

fortement, le matériel électronique par exemple, la pondération en prix constant devient rapidement trop élevée : les volumes aux prix de l'année précédente chaînés corrigent cela en réajustant le poids chaque année. Mais cette meilleure représentation économique a un coût : l'additivité disparaît. La consommation totale, par exemple, n'est pas la somme de la consommation en biens et de la consommation en services. Le calcul des contributions à la croissance doit alors être adapté à ce concept de volume non-additif.

Prix de base

Montant que le producteur reçoit de l'acheteur par unité de bien ou de service produite, diminué des impôts sur les produits et augmenté des subventions sur les produits. Le prix de base exclut les frais de transport facturés séparément.

Prix caf (coût, assurance, fret)

Prix d'un bien à la frontière du pays importateur ou prix d'un service fourni à un résident avant acquittement de tous les impôts et droits sur les importations et paiement de toutes les marges commerciales et de transport dans le pays.

Prix fab (franco à bord)

Prix d'un bien à la frontière du pays exportateur ou d'un service fourni à un non-résident. Il comprend la valeur des biens ou des services au prix de base, des services de transport et de distribution jusqu'à la frontière, les impôts moins les subventions.

Production (P1)

Activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources en main-d'œuvre, capital et biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services, et résultat de cette activité. Les processus purement naturels sans intervention ou contrôle humain ne font pas partie de la production.

Production marchande (P11)

Production écoulee ou destinée à être écoulee sur le marché. Elle comprend :

- les produits vendus à un prix économiquement significatif (c'est-à-dire un prix couvrant plus de 50 % des coûts de production) ;
- les produits troqués ;
- les produits utilisés pour effectuer des paiements en nature, y compris les rémunérations des salariés en nature ;
- les produits livrés par une unité d'activité économique locale à une autre unité d'activité économique locale appartenant à la même unité institutionnelle et destinés à être utilisés par cette dernière pour sa consommation intermédiaire ;
- les produits ajoutés aux stocks de biens finis et de travaux en cours, destinés à une ou plusieurs des utilisations précédentes.

Production pour usage final propre (P12)

Biens ou services qu'une unité institutionnelle produit et conserve pour sa consommation finale ou sa formation brute de capital fixe.

Productivité apparente du capital

La productivité « apparente du capital » ne tient compte que du seul facteur capital comme ressource mise en œuvre. Le terme « apparente » rappelle que la productivité dépend de l'ensemble des facteurs de production (travail et capital) et de la façon dont ils sont combinés. Elle est usuellement mesurée en rapportant la richesse créée au facteur capital :

- la richesse créée est mesurée par la valeur ajoutée en volume ;
- seul est retenu le volume de capital mis en œuvre dans le processus de production, c'est-à-dire le capital fixe productif.

Productivité apparente du travail

La productivité « apparente du travail » ne tient compte que du seul facteur travail comme ressource mise en œuvre. Le terme « apparente » rappelle que la productivité dépend de l'ensemble des facteurs de production et de la façon dont ils sont combinés. La productivité

apparente du travail est usuellement mesurée en rapportant la richesse créée au facteur travail :

- la richesse créée est mesurée par la valeur ajoutée en volume ;
- seul le volume de travail mis en œuvre dans le processus de production est pris en compte et il peut être quantifié de plusieurs manières :
 1. si le volume de travail est mesuré par le nombre d'heures travaillées, on parle de « productivité horaire apparente du travail » ;
 2. si le volume de travail est mesuré par le nombre de personnes en emploi (personnes physiques), on parle de « productivité par tête ».

Produits financiers dérivés

Les produits dérivés sont des produits financiers dont la valeur dépend d'un actif, éventuellement fictif, appelé « notionnel » ou « sous jacent » et d'un « prix » généralement représenté par un taux d'intérêt, un taux de change ou un indice. Les principaux produits dérivés sont les options (y compris bons de souscription), les contrats à terme, les swaps (de taux ou de devises) et les contrats de garantie de taux.

Produit intérieur brut aux prix du marché (B1)

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes.

Il peut se définir de trois manières :

- le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;
- le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;
- le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs

institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

Rémunération des salariés (D1)

Ensemble des rémunérations en espèces et en nature que les employeurs versent à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers : salaires et traitements bruts en espèces et en nature, cotisations sociales effectives et imputées à la charge des employeurs.

Reste du monde (S2)

Les comptes du reste du monde retracent les relations économiques entre les unités qui font partie du territoire économique et celles qui n'en font pas partie.

Revenu arbitrabable

Le revenu arbitrabable correspond au revenu disponible après déduction des dépenses de consommation pré-engagées.

Revenu disponible (B6)

Le revenu disponible brut est la part du revenu qui reste à la disposition des ménages pour la consommation et l'épargne une fois déduits les prélèvements sociaux et fiscaux. Le revenu disponible brut comprend les revenus d'activités (salaires et traitements bruts des ménages, augmentés des bénéfices des entrepreneurs individuels), les revenus du patrimoine hors plus values latentes ou réalisées (dividendes, intérêts et loyers), les transferts (notamment les indemnités d'assurance nettes des primes) et les prestations sociales (allocations familiales, minima sociaux, pensions de retraite, indemnités de chômage...). Le revenu disponible brut est diminué des impôts et cotisations sociales versés. Les quatre principaux impôts directs pris en compte sont : l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation, les contributions sociales généralisées (CSG) et la contribution à la réduction de la dette sociale (CRDS). En revanche, les droits de succession ne figurent pas dans ce décompte.

Revenu disponible ajusté (B7)

Pour les ménages, revenu disponible augmenté des transferts sociaux en nature contrepartie des consommations individualisables incluses dans les dépenses des administrations publiques et des Institutions sans but lucratif au service des ménages (voir Consommation effective des ménages).

Revenu mixte (B3)

Solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles. Il contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant qu'entrepreneur.

Revenus primaires

Revenus dont disposent les unités résidentes du fait de leur participation directe à des processus de production et revenus de la propriété.

Revenus de la propriété (D4)

Revenus que reçoit le propriétaire d'un actif financier ou d'un actif corporel non produit en échange de sa mise à la disposition d'une autre unité institutionnelle. Ils comprennent principalement les dividendes versés par les sociétés, les intérêts et les loyers des terrains (les loyers des logements, actifs corporels produits, sont considérés comme le paiement d'un service).

Salaires et traitements en nature (D112)

Biens, services ou autres avantages fournis gratuitement ou à prix réduit par les employeurs à leurs salariés et que ceux-ci peuvent utiliser à leur convenance pour satisfaire leurs besoins ou ceux des autres membres de leur ménage.

Services d'intermédiation financiers indirectement mesurés (SIFIM)

Services non facturés mesurés par les marges que les intermédiaires financiers obtiennent sur les dépôts et les crédits de leur clientèle. Les SIFIM sur les dépôts représentent l'écart entre la rémunération versée sur les dépôts et les coûts de

refinancement que ces dépôts permettent d'éviter. Les SIFIM sur les crédits représentent l'écart entre les intérêts reçus sur les crédits et les coûts de refinancement de ces crédits.

Sociétés d'assurance (S125)

Ensemble des sociétés et quasi-sociétés financières dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière résultant de la mutualisation de risques.

Sociétés financières (S12)

Ensemble des sociétés et quasi-sociétés dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière (intermédiaires financiers) et/ou à exercer des activités financières auxiliaires (auxiliaires financiers).

Sociétés non financières (S11)

Ensemble des unités institutionnelles qui sont des producteurs marchands dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services non financiers, et dont les opérations de répartition et les opérations financières sont séparées de celles de leurs propriétaires.

Subventions (D3)

Transferts courants sans contrepartie que les administrations publiques ou les institutions de l'Union européenne versent à des producteurs résidents dans le but d'influencer leurs niveaux de production, leurs prix ou la rémunération des facteurs de production. On distingue les Subventions sur les produits (D31), versées par unité de bien ou de service produite ou importée, et les Autres subventions sur la production (D39).

Taux d'autofinancement

Rapport de l'épargne brute à la FBCF.

Taux d'épargne

Rapport de l'épargne au revenu disponible.

Taux d'investissement

Rapport de l'investissement à la valeur ajoutée.

Taux de marge

Rapport de l'excédent brut d'exploitation à la valeur ajoutée.

Transferts privés

En comptabilité nationale, tous les transferts entre résidents, qu'il s'agisse de transferts d'argent (pensions alimentaires, aides financières) ou d'achats/ventes de biens et services (automobiles, vêtements, électroménager) sont neutres et ne font pas l'objet d'évaluations. Dans le cadre de la décomposition du compte des ménages par catégorie il ne peut plus en être de même, car ces transferts ne sont pas uniformément répartis entre les ménages. Des flux de revenus désignés par le terme « transferts privés » ont donc été introduits. Il s'agit de transferts monétaires uniquement. Les transferts en nature en sont exclus : ainsi, la somme qu'un étudiant reçoit de ses parents pour payer son loyer est incluse mais pas la somme que représente le loyer si les parents le payent directement au propriétaire. Les héritages et donations sont également hors champ des « transferts privés ».

Transferts sociaux en nature (D63)

Biens et services individuels qui sont fournis gratuitement aux ménages par les administrations publiques ou les institutions sans but lucratif. Ils comprennent d'une part les prestations sociales en nature (D631) qui sont destinés à alléger la charge financière que représente la protection contre un certain nombre de risques ou de besoins, tels les remboursements de sécurité sociale, et d'autre part les transferts de biens et services non marchands individuels (D632), c'est à dire essentiellement les services d'éducation et d'hospitalisation pris en charge par les administrations.

Unité de consommation (UC)

Système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC).

Pour comparer le niveau de vie des ménages, on ne peut s'en tenir à la consommation par personne. En effet, les besoins d'un ménage ne s'accroissent pas en stricte proportion de sa taille. Lorsque plusieurs personnes vivent ensemble, il n'est pas nécessaire de multiplier tous les biens de consommation (en particulier, les biens de consommation durables) par le nombre de personnes pour garder le même niveau de vie.

Aussi, pour comparer les niveaux de vie de ménages de taille ou de composition différentes, on utilise une mesure du revenu corrigé par unité de consommation à l'aide d'une échelle d'équivalence. L'échelle actuellement la plus utilisée (dite de l'OCDE) retient la pondération suivante :

- 1 UC pour le premier adulte du ménage ;
- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ;
- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

Unité institutionnelle

Centre élémentaire de décision économique caractérisé par une unicité de comportement et une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale. Une unité résidente est dite institutionnelle dès lors qu'elle dispose d'une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale et qu'elle dispose d'une comptabilité complète, ou au moins qu'elle serait en mesure d'en établir une pertinente du point de vue économique ou juridique.

Valeur ajoutée (B1)

Solde du compte de production. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

Variation des stocks (P52)

Valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des pertes courantes sur stocks. ■